

5 Juillet : sans vœux, le désaveu

Cette semaine sera, théoriquement, célébrée la fête de l'indépendance. Un «5 Juillet» bien particulier puisqu'il amorce le compte à rebours qui doit nous amener à la date emblématique du cinquantenaire. Or, selon les probabilités des gens de la presse, le chef de l'Etat ne compte pas s'adresser à la nation. Comme il a pris la fâcheuse habitude d'ignorer les grandes solennités destinées à délivrer les oracles du pouvoir il négligera, une fois de plus, la symbolique du calendrier patriotique au moment où, précisément, le pays est sens dessus-dessous.

Faute, donc, de clarifications officielles pourquoi s'empêchera-t-on de les administrer à sa place et même mieux, à ses dépens ? En effet, la tentation est grande de faire un pied-de-nez au très platonique rituel des vœux en les détournant en... aveux. Car s'ils sont habituellement pieux par définition et courtois par le style, c'est qu'ils n'engagent en rien ceux qui les formulent. Par contre, ils abusent ceux à qui ils sont destinés.

Comme le calendrier des rendez-vous avec la nation est bien fourni, nos dirigeants ont eu toute la latitude d'affiner l'insincérité de leurs souhaits au point que l'opinion n'en fait plus grand cas. Sachant d'expérience que le pouvoir ne croit pas un seul mot de ce qu'il promet, n'est-il pas temps de lui retourner la monnaie de sa pièce en étayant par le réquisitoire ses silences coupables ? C'est qu'il aurait dû depuis longtemps se mettre à table – comme l'on dit dans le jargon policier – et faire amende honorable au lieu de s'entêter dans les dénégations et de pratiquer la fuite en avant. Mais comme il est de notoriété politique qu'aucun pouvoir n'aime s'autoflageller, l'exercice est par conséquent tout indiqué de mettre en mots l'acte d'accusation.

Ainsi, de l'aveu même de l'opinion l'an 2011, coïncidant au 12^e anniversaire du régime de Bouteflika, est celui qui a consacré dans tous les domaines le déphasage entre l'action (l'inaction ?) du sommet et les attentes sociales ou poli-

tiques. Au cœur d'une impopularité qui prend de plus en plus des proportions de rejet systématique, le pays est devenu ingérable si tant est qu'il l'a été à un moment ou à un autre depuis 1999. La contestation sur tous les fronts sociaux ayant forcé ses rangs et durci ses positions, il apparaît clairement que le pays réel n'est plus disposé à accompagner les dirigeants actuels.

En attendant de savoir ce qu'il en sortira de la synthèse de la commission Bensalah, les anecdotes qui s'échangent dans les dîners entre excaciques ne manquent pas de sel et sont rien moins que compromettantes pour l'image du régime.

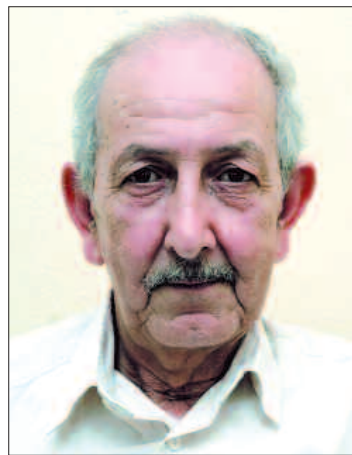
«Eh bien oui, laisse-t-on entendre, le pouvoir de Bouteflika a, de tout temps, été défini par ces vocables».

Une véritable pétaudière, précise-t-on. Un lieu de confusion et une cour de lèche-babouche que rien ne répugne. Et surtout un gouvernement manquant de sérénité dans sa tâche et uniquement préoccupé par la versatilité chagrine de

l'imprévisible chef de l'Etat.

Le voici le voilà donc le «bouteflikisme» illustré différemment par certains qui en furent pourtant des partisans avant les répudiations. Ceux qui, enfin, admettent qu'il n'a jamais été la doctrine d'une politique mais lamentablement un cas symptomatique où les paramètres de l'homme ont sécrété plus de distorsions à la fonction présidentielle qu'ils n'ont fourni une nouvelle éthique à l'exercice des responsabilités.

Sans doute qu'il y a une part de déloyauté chez ceux-là qui, un moment, avaient partagé la soupe. Bien évidemment, face au poison distillé par ce genre de descriptions, les clans de la fidélité auront le rôle facile d'accuser les accusateurs dans ce sens. Néanmoins, ce que les chaumières ressentent sans le secours et les lumières d'en-haut est qu'elles sont administrées par un Etat loquaceux dont plus rien ne justifie sa reconduction. Même si elles n'ont pas encore les clés pour le changer, elles se forgent patiemment la certitude



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

que ce ne sera pas avec ces dirigeants qu'elles doivent se reconstruire la nouvelle «Maison Algérie».

Le «5 Juillet» prochain, la parole officielle sera absente parce qu'elle sait simplement qu'elle n'a plus l'oreille du pays, lequel d'ailleurs n'en attend pas moins. Suspendue à l'espérance que le régime est condamné aux grandes soldes, la société célébrera peut-être le cinquantenaire de l'indépendance (2012) comme l'an I de la citoyenneté.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



On ne ferme jamais à une heure de grande affluence !

Libérez Mohamed Gharbi !

1.cétou !

L'Oncle Ben a eu tort de fermer sa Grande Poste aussi tôt ! Ceux qui lui ont demandé de le faire n'y connaissent rien ! Car si l'Oncle Ben avait eu un brin d'intuition, un p'tit chouïa de flair, il aurait gardé la porte des consultations ouvertes en ce moment. Par cette porte, et au lieu de rester sagement assis à l'intérieur, à attendre que des «invités» maison viennent lui chanter une sérénade entendue et calibrée à souhait, l'Oncle Ben, avec ses deux collaborateurs des forces combinées militaro-islamistes, Touati et Boughazi seraient sortis pour aller entendre les vraies propositions de changement et de salut pour ce pays. L'Oncle Ben, sans même gaspiller le fric des contribuables en cafés et en petits-fours, aurait pu enregistrer dans la rue, pour pas un kopek de plus, les propositions gueulées à pleines gorges par les avocats. Sans déboursier un centime, sauf celui de trois billets de train, un pour lui et deux autres pour ses collaborateurs, ils se seraient rendus à N'Gaous, dans la région de Batna pour y consigner les suggestions fermes de la population locale sur des questions aussi cruciales que le logement et la

cherté de la vie. En rajoutant quelques malheureux dinars, nos trois amis auraient pu rallonger leur trajet de train de Batna jusqu'à El Kala et recueillir là-bas aussi les idées citoyennes sur une Algérie moins «haggara» et moins «disqualificatrice» de ses forces vives et de sa jeunesse. Au plan économique, et là, sans même avoir à acheter des billets de train, l'Oncle Ben, en restant à Alger, et en se rendant juste aux abords de l'APN, aurait pu écouter les analyses des opérateurs nationaux du textile, leurs explications sur l'assassinat d'un secteur tout entier, meurtre commis ces dernières heures en direct-live dans les deux chambres de la suite nuptiale du châtelain, la haute et la basse. L'Oncle Ben aurait ainsi compris que les «vraies» forces qui gouvernent ce pays sont celles de l'argent sale, celui de fripe et de la gale. Des forces tellement «forces» qu'elles sont capables de faire passer ou pas, de faire voter ou pas un texte de loi régissant une république. Tout ça pour dire que la plus grosse erreur de cet été commise par le Grand Facteur de la république aura été de fermer trop tôt sa Poste. On ne ferme jamais une institution pareille à un moment d'aussi grande affluence. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.